

<https://divergences.be/spip.php?article4506>



« Ville d'attente forcée » : Coincée à la frontière sud du Mexique

- Aujourd'hui - 2026 - Mai 2026 -

Date de mise en ligne : jeudi 30 avril 2026

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

24 février 2026 Origine [The New humanitarian](#)

« Ils n'ont nulle part où aller parce que le système s'est effondré. »

Cet article fait partie de notre série, L'Effet de dissuasion, sur la manière dont les efforts des États-Unis pour stopper le mouvement de personnes vers leur frontière sud ont contribué à propager la souffrance humanitaire et les violations des droits humains le long des routes migratoires à travers l'Amérique latine.

TAPACHULA, Mexique

Alors que le soleil se couche vers l'horizon ouest, adoucissant la chaleur de midi, la place centrale de Tapachula commence à se remplir. Les gens s'affairent entre les magasins, s'installent sur des bancs et s'installent dans des cafés en plein air. Un groupe de jeunes enfants répète une danse. La circulation s'embrouille dans les rues environnantes.

En un coup d'œil : la crise de protection de Tapachula

Depuis le retour de Donald Trump à la présidence l'an dernier, ses politiques migratoires sévères ont rendu presque impossible pour les gens de demander l'asile aux États-Unis. Le New Humanitarian s'est récemment rendu dans la ville mexicaine de Tapachula, dans le sud du Mexique, pour faire un rapport sur l'impact des politiques en dehors des frontières américaines. Voici ce que nous avons découvert :

Haïtiens, Vénézuéliens, Cubains et d'autres sont encore contraints de quitter leurs foyers par la violence, la persécution et l'effondrement économique, parfois les États-Unis jouant un rôle direct dans les crises responsables du déplacement.

Des dizaines de milliers de personnes cherchant protection et stabilité sont arrivées à Tapachula au cours de l'année écoulée. Une fois sur place, ils se retrouvent pris dans un filet de politiques de dissuasion visant à rendre plus difficile le déplacement vers le nord jusqu'à la frontière américaine, même si la plupart ne souhaitent plus atteindre les États-Unis.

Les coupes dans l'aide américaine jouent également un rôle, privant le HCR, l'agence d'asile mexicaine et les ONG internationales des fonds nécessaires à leur fonctionnement. Le résultat est une « crise de protection à impact humanitaire » qui a rendu les personnes vulnérables à l'exploitation, à la violence et aux abus.

C'est une scène parfaitement normale pour une petite ville du Mexique, mais à Tapachula – à environ 30 kilomètres de la frontière sud avec le Guatemala – au moins la moitié des habitants de la place, voire plus, ne sont pas Mexicains. Ils sont haïtiens, cubains et vénézuéliens. Certains viennent d'aussi loin que l'Afrique de l'Ouest. Et ils sont tous bloqués.

Depuis le retour au pouvoir du président américain Donald Trump en janvier dernier, la migration sans papiers à travers la frontière américano-mexicaine a chuté à des niveaux historiquement bas. Pour beaucoup, le message

envoyé par la militarisation accrue de la frontière américano-mexicaine par son administration, la suppression des voies pour demander l'asile et la pression pour des expulsions massives a été reçu : les États-Unis ne sont plus une option, du moins pas pour l'instant.

« Les gens ne prévoient pas d'atteindre les États-Unis. Ils savent qu'ils n'y arriveront pas maintenant », a déclaré Louis García Villagrán, militant qui travaille avec les migrants au Mexique depuis plus de 15 ans et fondateur d'une organisation de la société civile appelée Centre for Human Dignity, à The New Humanitarian. « Très peu, un nombre minimum de personnes, essaient d'entrer aux États-Unis. »

Mais partout en Amérique latine, dans les Caraïbes et dans d'autres régions du monde, les gens sont encore forcés de quitter leur foyer. Ceux qui ont été poussés à travers les frontières par la violence des gangs et des cartels, des crises économiques graves, la répression politique et les catastrophes naturelles ont encore besoin d'un endroit où aller.

Les effets de la politique américaine, et ses échecs, jouent également un rôle dans ce déplacement.

En Haïti, une force des Nations Unies soutenue par les États-Unis a fait peu ou pas de progrès dans la lutte contre la violence des gangs ou dans l'apport d'une stabilité politique longtemps absente. À Cuba, un blocus américain croissant croise des décennies de régime répressif, poussant la nation insulaire au bord du gouffre. Au Venezuela, une crise économique de longue date, la répression gouvernementale et les sanctions américaines s'entrechoquaient déjà, rendant la vie intenable pour beaucoup, même avant que le raid des forces spéciales américaines ayant enlevé le président Nicolás Maduro en janvier n'ouvre une nouvelle ère d'incertitude.

Au cours de l'année écoulée, des dizaines de milliers de personnes de ces trois pays – et d'ailleurs – se sont retrouvées à Tapachula. Au cours des neuf premiers mois de 2025, plus de 34 000 personnes ont demandé l'asile dans l'État du Chiapas, dans le sud, où se trouve Tapachula – soit 60 % de toutes les demandes d'asile au Mexique durant cette période.

La Commission mexicaine d'aide aux réfugiés, connue sous son acronyme espagnol COMAR, n'a pas encore publié de données pour le reste de 2025. Mais les médias locaux ont rapporté que plus de 20 000 personnes haïtiennes ont demandé l'asile à Tapachula – le plus grand nombre de toutes nationalités. Des militants locaux estiment également qu'il y a environ 18 000 à 20 000 Vénézuéliens au Chiapas, principalement à Tapachula.

Pendant ce temps, de plus en plus de personnes continuent d'arriver chaque jour. Beaucoup aimeraient poursuivre leur voyage vers le nord pour rejoindre des membres de leur famille et des amis vivant dans d'autres régions du Mexique, ou des villes du centre et du nord du pays où l'économie est plus forte et où il y a plus d'opportunités de travail, selon Fátima Andraca, directrice de la réponse humanitaire pour Save the Children au Mexique.

Mais une fois à Tapachula, les politiques mises en place ces dernières années pour stopper le déplacement des personnes du sud du Mexique vers la frontière américaine se recoupent avec les conséquences en cascade des coupes américaines dans l'aide étrangère qui bloquent les populations sur place. Laissés dans l'incertitude, les gens peinent à trouver un emploi pour subvenir à leurs besoins fondamentaux, créant ce qu'Andraca a appelé « une crise de protection à impact humanitaire ».

« La frontière sud du Mexique est devenue comme une zone de confinement migratoire », a déclaré Andraca. « Les gens sont contraints d'y rester longtemps sans solutions durables, ce qui augmente leur vulnérabilité sociale, juridique et économique. »

Ville migratrice

Tapachula – entourée d'une dense jungle verdoyante parsemée de plantations de bananiers et de manguiers et abritant environ 350 000 personnes – n'est pas étrangère à la migration. Depuis des décennies, elle est une destination à part entière pour les habitants du Guatemala voisin et d'autres pays d'Amérique centrale à la recherche d'opportunités économiques comparables dans le sud du Mexique.

La ville est quelque peu connue pour être une « zone rose », où la prostitution n'est pas légale mais tolérée. La plupart des travailleuses du sexe viennent d'Amérique centrale, et beaucoup ont été victimes de la traite, de l'exploitation et des abus au fil des ans. L'aéroport de Tapachula est également une destination de plus en plus fréquente pour les vols d'expulsion en provenance des États-Unis, ayant reçu environ 11 000 expulsés l'an dernier, et la ville abrite l'un des plus grands centres de détention pour migrants des Amériques, Siglo XXI, récemment rénové par le gouvernement mexicain pour améliorer les conditions.

En tant que première ville du Mexique sur la route migratoire vers la frontière américaine, Tapachula a aussi longtemps été une escale pour les personnes se dirigeant plus au nord. Certains des refuges pour migrants, ou albergues, de la ville existent depuis plus de 30 ans. Ils ont d'abord ouvert pour soutenir les Centraméricains fuyant la torture, le meurtre et la persécution infligés par des régimes d'extrême droite soutenus par les États-Unis au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua pendant les guerres civiles qui ont ravagé la région dans les années 1980.

L'un des albergues, Jesús el Buen Pastor, a ouvert pour offrir un lieu de convalescence aux personnes blessées, mutilées ou ayant subi des amputations de membres après avoir tenté de monter dans le réseau de trains connu sous le nom de la bête, La bestia, vers lequel les migrants se tournaient pour contourner les contrôles migratoires mexicains le long des autoroutes et routes entre le sud du Mexique et le nord du pays.

Une fois les guerres en Amérique centrale terminées, la violence des gangs s'est enracinée dans la période précaire d'après-conflit, semant les graines de la prochaine ère de déplacements et de migration dans la région, selon Herbert Bermúdez, directeur de Jesús el Buen Pastor.

Herbert Bermúdez, directeur du refuge pour migrants Jesús el Buen Pastor à Tapachula.

Bermúdez, originaire du Salvador, a lui-même été deux fois migrant à Tapachula en raison de ces dynamiques. « Je suis un vétéran de la guerre au Salvador », expliqua-t-il. La guerre a duré de 1979 à 1992. Plus de 65 000 civils ont été tués, et plus de 5 000 ont disparu de force.

Bermúdez a été enrôlé de force dans l'armée salvadorienne alors qu'il était adolescent. En 1985, il parvint à s'échapper. Contrairement à d'autres, il disait ne jamais avoir eu « le rêve américain ». Au lieu de cela, il a passé une décennie et demie à se déplacer entre les pays d'Amérique latine en travaillant comme soudeur. En 2000, il est retourné au Salvador, où il est resté jusqu'en 2019, lorsque des menaces et des extorsions de la part de gangs l'ont poussé à partir une nouvelle fois. De retour à Tapachula, il a fini par rejoindre Jesús el Buen Pastor et a trouvé un sens du but en aidant à rénover et à faire fonctionner l'établissement.

À cette époque, la dynamique migratoire dans la région avait radicalement changé. En 2014, pour la première fois depuis que les États-Unis ont commencé à suivre, plus de Centraméricains que de Mexicains ont été arrêtés par la Patrouille frontalière entrant irrégulièrement aux États-Unis. Ce changement a été en partie provoqué par une augmentation spectaculaire du nombre d'enfants fuyant la violence des gangs et effectuant leur propre déplacement pour chercher protection.

Au cours de la décennie qui a suivi, le nombre de personnes d'Amérique latine et d'ailleurs qui ont été chassées de

chez elles pour diverses raisons tentant de rejoindre les États-Unis pour la sécurité, la stabilité et une chance de reconstruire a explosé, atteignant des niveaux records après la pandémie de COVID-19.

Les administrations présidentielles américaines successives, démocrates et républicaines, ont beaucoup investi dans des politiques pour tenter de dissuader les gens de faire ce voyage. Une partie de la stratégie consistait à faire pression sur le Mexique pour rendre plus difficile les déplacements du sud du pays jusqu'à la frontière américaine. Les gouvernements mexicains ont déployé la Garde nationale à la frontière avec le Guatemala, ont augmenté la détention des migrants, ajouté davantage de points de contrôle le long des routes et autoroutes, et ramené en autobus les personnes prises près de la frontière nord vers le sud.

Fin 2023, le Mexique a cessé de délivrer des cartes de visiteur humanitaire aux personnes ayant demandé l'asile. Les cartes permettaient aux demandeurs d'asile de vivre, de travailler, d'accéder aux services et de voyager librement à travers le pays. Sans eux, quitter Tapachula est devenu exponentiellement plus difficile, à moins que les gens ne partent en grandes caravanes, plus difficiles à arrêter pour les autorités.

À mesure que les barrières administratives et les points de contrôle migratoires se multipliaient, Tapachula est devenu un goulot d'étranglement, mais des centaines de milliers de personnes ont continué à passer. Aussi récemment qu'à la fin de 2024, les albergues de Tapachula débordaient de personnes tentant de rejoindre les États-Unis. Mais lorsque Trump est entré en fonction le 20 janvier 2025, « tout a changé », a déclaré Lorenza Reyes Núñez, directrice d'un autre albergue appelé Todos son Ellos.

Pris dans le filet

Dans les mois qui ont suivi immédiatement le retour au pouvoir de Trump, des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées bloquées au Mexique par la vague de politiques qu'il a commencées à mettre en œuvre dès le premier jour pour réprimer la migration. Certains finirent par refaire le chemin à travers Tapachula en revenant dans leur pays d'origine. Mais pour beaucoup, revenir en arrière n'était pas une option, et alors que le mouvement inverse ralentissait jusqu'à un filet, de nouvelles personnes continuaient d'arriver.

Les nouveaux arrivants – ainsi que ceux qui ne pouvaient pas revenir – se sont rapidement retrouvés pris dans le filet de politiques destinées à ralentir les déplacements vers la frontière nord, même si beaucoup ne cherchaient plus à atteindre les États-Unis. « Tapachula n'est plus une ville de transit, mais une ville d'attente forcée », a déclaré Andraca, de Save the Children.

Sans carte de visiteur humanitaire, les personnes doivent obtenir l'asile pour avoir un statut légal et se déplacer librement à travers le Mexique. Selon la loi, les demandes d'asile doivent être tranchées dans un délai de 45 jours, mais les personnes interrogées par The New Humanitarian ont indiqué attendre une réponse depuis six mois à plus d'un an. Pour garder leurs demandes actives, ils doivent se connecter en personne dans un bureau COMAR tous les 15 jours.

Sadat Mohammed, un Ghanan de 26 ans, se tenait devant le vaste centre COMAR à Tapachula lorsque The New Humanitarian est venu récemment. Il était en milieu de matinée, mais le soleil tapait fort, et il n'y avait pas d'ombre pour les quelque 60 personnes qui attendaient dans une tache de poussière près de l'entrée, alors que la circulation bruyante grondait sur la rue voisine.

« C'est difficile pour moi de vivre dans mon pays. Je suis parti parce que je ne veux pas mourir. »

Mohammed était déjà à Tapachula depuis un an et deux mois. « J'ai quitté mon pays parce que je suis homosexuel et musulman. Il m'est difficile de vivre dans mon pays », a-t-il déclaré. « Je suis parti parce que je ne veux pas mourir. »

Mohammed a demandé l'asile en octobre 2024. Lorsqu'il a finalement reçu une décision huit mois plus tard, en juin de l'année dernière, sa demande a été rejetée. Peu après, il tenta de quitter Tapachula pour se rendre à Monterrey ou Tijuana, des villes du nord où il apprit qu'il était plus facile de trouver du travail. Mais Mohammed n'a réussi qu'à Tuxtla, la capitale du Chiapas, avant d'être arrêté par les autorités d'immigration mexicaines et renvoyé en arrière.

Un seul affrontement avec les autorités a suffi à Mohammed, mais certains de ses amis ont réessayé. « Et ils les ont encore arrêtés », dit-il. « Même chose. »

Mohammed est maintenant en train de redemander l'asile et s'attend à ce que le délai d'attente soit tout aussi long. « C'est difficile. Il n'y a pas de travail. C'est vraiment difficile maintenant », a-t-il dit.

Des fresques représentant des migrants blessés en essayant de monter dans le réseau de trains connu sous le nom de La Bestia dans le refuge Jesús el Buen Pastor à Tapachula.

Un système en crise

Avant le retour de Trump au pouvoir, les délais de traitement des demandes d'asile au Mexique dépassaient déjà systématiquement les 45 jours prévus par la loi, mais lorsque son administration a réduit drastiquement l'aide étrangère américaine, cela a plongé l'agence d'asile mexicaine dans la crise.

En l'espace d'une décennie seulement, le Mexique est passé de quelques milliers de demandes d'asile par an à plus de 140 000 en 2023. Ce nombre est tombé à environ 79 000 en 2024. À mesure que les effectifs augmentaient, l'agence peinait à s'adapter à son rythme et dépendait largement du soutien budgétaire de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, le HCR.

Pour sa part, le HCR a été largement financé par les États-Unis, qui ont fait don de près de 87 % des 57,9 millions de dollars reçus par ses opérations mexicaines en 2024. Lorsque Trump a réduit la grande majorité du budget américain de l'aide étrangère, le financement du HCR a chuté. L'an dernier, elle a reçu un montant juste inférieur à 33 millions de dollars pour ses opérations au Mexique, les contributions américaines représentant environ 28 % de ce chiffre, après qu'une partie des financements ait été rétablie plus tard dans l'année.

Le HCR a dû supprimer plus de 200 postes de personnel (plus de 50 % de ses effectifs) au Mexique, fermer plusieurs bureaux à travers le pays et réduire les programmes fournissant une assistance juridique, un soutien psychosocial, un abri, une aide financière et un soutien spécialisé aux survivants de violences basées sur le genre, selon Silvia Garduño, porte-parole de l'agence.

Tout cela a eu un impact mesurable sur les personnes cherchant l'asile à Tapachula, a déclaré Garduño. « Les retards dans la procédure d'asile se sont intensifiés, affectant de manière disproportionnée les non-hispanophones, en particulier les demandeurs d'asile haïtiens. Parallèlement, la réduction du soutien a rendu plus difficile pour les besoins fondamentaux, augmentant les risques de protection et les mécanismes d'adaptation négatifs », a-t-elle ajouté.

Lorsque The New Humanitarian est venu, Maritza Dayamis, une Cubaine de 55 ans, était assise sur un tabouret en

face du centre COMAR à Tapachula, attendant son neveu, qui se trouvait à l'intérieur. Elle était à Tapachula depuis un an et n'avait toujours pas reçu de décision concernant sa demande d'asile. Comme tout le monde, elle devait se rendre au bureau tous les 15 jours pour signer afin de garder sa candidature active. Maritza avait déjà signé 24 fois.

« C'est un endroit où, pour l'instant, il n'est pas possible de vivre à cause du manque de nourriture, d'électricité, de soins médicaux et d'autres options. C'est tellement douloureux de quitter son pays et de dire ces choses, mais c'est la réalité. »

« Au début, le plan était d'aller aux États-Unis comme tout le monde », a-t-elle dit.

Depuis le retour de Trump au pouvoir, cependant, les gens cherchent désormais à rester au Mexique et à y faire leur vie, a-t-elle ajouté. Retourner à Cuba n'est pas une option. « C'est un endroit où, pour l'instant, il n'est pas possible de vivre à cause du manque de nourriture, d'électricité, de soins médicaux et d'autres options », a déclaré Dayamis. « C'est tellement douloureux de quitter son pays et de dire ces choses, mais c'est la réalité. »

María, une femme de 60 ans originaire de Cuba qui a demandé à être appelée uniquement par son prénom, attendait également de l'autre côté de la rue. Elle avait quitté Cuba neuf mois auparavant et avait déjà signé 20 fois au COMAR sans recevoir de réponse à sa demande. Elle a dit qu'elle n'avait jamais pensé à aller aux États-Unis à cause de la différence de langue. « Tout ce que je veux, c'est obtenir ma résidence et rester ici jusqu'à la fin de mes jours », ajouta-t-elle.

Comme d'autres, elle a dit vouloir aller dans d'autres villes du Mexique où il y a plus d'opportunités d'emploi, mais sans réponse à sa demande d'asile, elle était bloquée. « J'ai juste besoin d'une réponse », dit-elle.

Fede, un Haïtien de 31 ans qui a également demandé à être appelé uniquement par son prénom, vendait des pièces électroniques de rechange sur un chariot dans un marché derrière la place centrale de Tapachula. Il était en ville depuis 10 mois et attendait toujours une réponse du COMAR. Il était venu au Mexique avec sa femme et essayait de gagner un peu sa vie pendant qu'elle s'occupait de leur nouveau-né. « Le processus judiciaire prend du temps. Nous devenons désespérés », a-t-il déclaré.

« Il n'y a pas de travail »

Toutes les personnes en attente de réponses à leurs demandes d'asile, interrogées par The New Humanitarian à Tapachula, ont déclaré que trouver un emploi et pouvoir payer un loyer et d'autres nécessités de base étaient leur plus grande préoccupation et leur plus grande difficulté.

« Il y a de bons emplois, mais si je n'ai pas de résidence, je ne peux pas postuler », dit Dayamis. « Une fois que j'aurai mon domicile, j'aurai plus d'options. »

Les personnes demandant l'asile ont le droit de travailler au Mexique, selon Garduño, du HCR, mais depuis que les autorités migratoires ont cessé de délivrer les cartes de visiteur humanitaire, elles ne disposent pas des documents demandés par les entreprises pour le prouver.

Le Chiapas a également le taux de pauvreté le plus élevé du Mexique parmi les habitants, et les cartels qui font passer de la drogue et des personnes sont fortement présents dans l'État. Aussi récemment qu'en 2024, des milliers de personnes ont été déplacées par la violence entre factions rivales. Et la portée, le pouvoir et la menace des cartels au Mexique ont été illustrés de façon spectaculaire ces derniers jours, alors que des membres du cartel de la

Nouvelle Génération de Jalisco ont lancé une vague de violence qui a touché 20 des 31 États du pays en représailles à l'assassinat du chef du groupe, Nemesio Oseguera Cervantes, surnommé « El Mencho », par les autorités mexicaines.

Dans cet environnement précaire, les personnes en attente de réponses à leurs demandes d'asile n'ont guère d'autre choix que de se tourner vers l'économie informelle pour tenter de gagner de l'argent. Certains trouvent des œuvres fragmentaires sur des plantations de bananiers, de mangues et de café, sur des chantiers ou sur des bateaux de pêche au thon au large de la côte pacifique voisine. D'autres travaillent dans des restaurants, installent des stands sur les marchés ou essaient de vendre des bouteilles d'eau en plastique aux feux rouges.

Tout le travail est peu rémunéré, et l'exploitation salariale est courante. Les Haïtiens, dont beaucoup parlent peu ou pas espagnol, sont particulièrement à risque.

« Ils viennent avec l'espoir d'être accueilli, de trouver du travail et de gagner leur vie », a déclaré Dieula Larose, médiatrice culturelle haïtienne travaillant avec Médecins Sans Frontières (MSF) et qui est à Tapachula depuis plus de deux ans. « Quand ils arrivent ici, il n'y a pas de travail, il est difficile de trouver un centre de santé, et ceux qui viennent d'Haïti ne parlent pas du tout espagnol. »

« Ils portent tout ce qu'ils ont vécu là-bas [en Haïti], le traumatisme qu'ils ont vécu et qui les a poussés à fuir leur pays », a poursuivi Larose. « Arriver ici ne fait que les rendre plus vulnérables, puisqu'ils sont des migrants qui ne connaissent pas la langue. »

Par désespoir, les gens acceptent n'importe quel emploi qu'ils trouvent, mais même les emplois considérés comme bons – comme travailler dans un restaurant – ne paient pas assez pour couvrir le loyer. « Et ensuite, ce qui se passe, c'est la prostitution et l'exploitation du travail... Il y a donc plus d'agressions sexuelles, plus de viols, et ainsi de suite », a-t-elle déclaré. « Ils ont fui [Haïti] à cause des mêmes problèmes, pour arriver ici et trouver la même chose, puis ils ont l'impression d'être exactement dans la même situation. »

Le besoin de s'échapper

« Récemment, cela est devenu très compliqué car les organisations qui apportent de l'aide n'existent plus », a ajouté Larose.

Cela aussi est une conséquence des coupes dans l'aide étrangère américaine. Les ONG du monde entier ont vu leurs budgets réduits, et la plupart présentes à Tapachula ont réduit leurs activités au strict minimum. Même des organisations comme MSF et Save the Children, qui n'ont pas subi de coupes drastiques dans leurs budgets mondiaux, réorientent des ressources vers les crises en Afrique et au Moyen-Orient pour tenter de combler les lacunes laissées par le retrait d'autres groupes.

Les opérations au Mexique et dans d'autres régions d'Amérique latine, où les besoins sont considérés comme moins urgents, sont en conséquence réduites, selon plusieurs travailleurs humanitaires rencontrés par The New Humanitary.

Pendant ce temps, de plus en plus de personnes arrivent chaque jour à Tapachula. « Ils n'ont nulle part où aller parce que le système est effondré, parce que le système n'a pas assez de budget pour gérer ce genre de crise », a déclaré Andraca.

« Ville d'attente forcée » : Coincée à la frontière sud du Mexique

Pour les personnes repoussées de chez elles, cependant, le besoin immédiat de fuir l'emporte sur l'incertitude causée par l'absence d'une voie claire à suivre. « Pour l'instant, le plan des gens est de sortir du danger dans leur pays », expliqua Larose.

Où ils pourraient trouver un certain degré de sécurité et de stabilité qu'ils recherchent reste une question ouverte. Mais, vu à travers le prisme plus large de l'histoire de la migration à Tapachula, une chose semble certaine, comme l'a résumé Bermúdez : « Nous sommes la porte du sud vers le nord. Il y aura toujours du mouvement. »

Post-scriptum :

Avec le soutien de Benjamín Alfaro, Roger López et du personnel de Médecins Sans Frontières à Tapachula. Édité par Andrew Gully.